

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 106

Loi concernant la ville de Saint-Eustache

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi empêche que soit fondée sur les motifs de l'omission d'une formalité même impérative et de l'inobservation d'une disposition législative, une action en inhabilité ou en responsabilité civile ou pénale contre un membre du conseil de la Ville de Saint-Eustache ou un fonctionnaire de celle-ci en raison d'actes accomplis lors de l'état d'urgence qui a prévalu au printemps 1978 dans cette ville. Le projet de loi empêche également qu'un règlement ou une résolution du conseil soit cassé ou annulé pour les mêmes motifs.

Projet de loi n° 106

Loi concernant la ville de Saint-Eustache

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Inter-
prétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«conseil»;

a) «conseil»: le conseil de la ville de Saint-Eustache;

«fonction-
naire muni-
cipal»;

b) «fonctionnaire municipal»: un fonctionnaire, un employé permanent ou temporaire ou un mandataire de la ville de Saint-Eustache;

«état d'ur-
gence».

c) «état d'urgence»: la situation causée par des infiltrations souterraines de produits pétroliers, qui a commencé le 11 avril 1978 et qui s'est terminée le 15 août 1978.

Omission
de forma-
lité, etc.

2. Aucune action en déclaration d'incapacité d'un membre du conseil ou d'un fonctionnaire municipal, aucune action en responsabilité civile, ni aucune action pouvant entraîner une condamnation à une amende contre un membre du conseil ou un fonctionnaire municipal, en rapport avec un acte accompli lors de l'état d'urgence, ne peut être fondée sur le motif de l'omission d'une formalité même impérative ou sur le motif de l'inobservation d'une disposition législative.

Omission
de forma-
lité, etc.

Aucune action en cassation ou en nullité d'un règlement, d'une résolution, d'un procès-verbal, d'une ordonnance ou autre décision du conseil édicté avant le 15 août 1978 et se rapportant à l'état d'urgence ne peut non plus être fondée sur ces mêmes motifs.

Actes
visés.

3. Les règlements, résolutions, procès-verbaux et autres ordonnances et les décisions visés à l'article 2 se rapportent notamment aux actes suivants:

- a) tout ordre restreignant ou prohibant la circulation des personnes;
- b) tout ordre restreignant ou prohibant l'usage de biens meubles ou immeubles ou de services;
- c) toute location de biens meubles ou immeubles;
- d) tout décret de travaux en régie ou à contrat effectué sur des immeubles privés ou publics y compris ceux appartenant à la ville de Saint-Eustache;
- e) tout contrat ou quasi-contrat pour l'exécution de travaux, pour la fourniture de matériel ou de matériaux et pour la fourniture de services;
- f) tout engagement de personnel;
- g) tout engagement de crédit et toute dépense effectuée en rapport avec les actes visés aux paragraphes *a* à *f*.

Règlement
d'emprunt.

4. Le conseil peut adopter un règlement d'emprunt pour couvrir les dépenses se rapportant aux actes énumérés à l'article 3, un tel règlement ne requérant que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.

Effet.

5. La présente loi prend effet à compter du 11 avril 1978.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.